

VOUS CONNAISSEZ LE TROU ?

La ministre de la santé vient d'annoncer que 2017 marquerait la fin du « trou de la sécu ». Pourquoi en 2017 ? Mais que se passe t-il donc en 2017 ?

Naïvement nous pourrions penser que toutes les mesures prises pendant 5 ans, en réalité depuis beaucoup plus longtemps par les différents gouvernements, sur le dos des assurés sociaux, c'était fini : plus le moindre petit déremboursement, plus de fermetures de lits et d'hôpitaux, plus de diminution des effectifs, plus de fermetures de points d'accueil ou de centres de soins de la sécu, plus de ... plus de ...

Réveil difficile pour une population qui découvre qu'avant que le trou soit comblé, il faudra encore de « la sueur et des larmes ». Il faudra même trouver des millions d'euros pour répondre à la volonté de la commission européenne de faire en sorte que la sécurité sociale soit « la variable d'ajustement » du déficit budgétaire de la France qui doit entrer dans le « cercle vertueux » des 3% de déficit.

Paroles, paroles, paroles, chantait Dalida, pourtant il est marrant de constater que pour réaliser ce que la ministre vient d'annoncer, il faudra encore que ce soit les mêmes qui sortent les porte-monnaie.

De nouvelles économies dans les hôpitaux sont nécessaires se traduisant toujours et encore par la mutualisation des moyens, les fermetures de lits et d'emplois, la fermeture des centres, à la sécurité sociale. Des taxes et des impôts seront encore levés. On parle même du côté du ministère de la santé, de « casser » les régimes particuliers pour récupérer « la manne » d'une gestion correcte comme c'est le cas chez les gaziers et électriciens. Dans cette affaire d'ailleurs, nous pouvons constater que l'on n'hésite pas, une nouvelle fois, à détruire le statut des personnels et un acquis fondamental de 1946 issu du conseil national de la résistance. Gageons que d'autres régimes risquent, sur cette lancée, d'être aussi ponctionnés.

C'est à ce prix que le « trou » serait comblé !

C'est se foutre du monde et plus personne n'est dupe de la nocivité d'une politique qui est dictée par la Troïka (FMI, Banque Centrale Européenne et Commission Européenne) dans toute l'Europe conduisant à ce que ça se rebiffe même en Belgique et pas simplement sur le plan social.

Nous avons raison de poursuivre nos actions pour l'abrogation de la loi travail et pour conserver et renforcer notre sécurité sociale de 1945.

Rendez-vous à notre meeting régional mi novembre pour faire la démonstration que nous résisterons.

Paris, le 18 octobre 2016